Pénurie de gaz : des délestages envisagés pour les industries qui consomment le plus d'énergie et qui ne soutiennent pas directement la croissance

03/08/2022 à 9h11



L'exécutif se penche sur les stocks de gaz français pour l'hiver, alors qu'une crise énergétique due à l'arrêt de l'approvisionnement en gaz russe et à la maintenance de plusieurs centrales nucléaires est envisagée. L'objectif est d'atteindre les 85% de remplissage d'ici au 1er novembre, malgré une forte concurrence internationale. En ce début du mois d'août, le pays a déjà bien rempli ses stocks avec près de 80 % des capacités, ce qui représente environ 20% de la consommation annuelle de la France. Les industries qui consomment le plus d'énergie et qui ne soutiennent pas directement la croissance pourraient être soumises à un délestage.

La France se prépare à affronter un hiver particulièrement délicat en matière d'approvisionnement en gaz. Le président Emmanuel Macron a annoncé qu'il voulait remplir les stocks pour répondre à la forte demande et anticiper une probable

crise de l’énergie avec la fin des livraisons de gaz russe, et la maintenance de nombreuses centrales nucléaires françaises.

> *Gaz: des délestages dans les usines cet hiver ? "L'industrie fera sa part" pic.twitter.com/HCR8fgUjqN*
>
> *— Good Morning Business (@goodmorning_biz) August 2, 2022*

Toutefois, l’exécutif ne veut pas s’arrêter là parce qu’il veut éviter une éventuelle pénurie de gaz cet hiver. Il va donc falloir encore acheter, et le gouvernement compte s’appuyer sur ses partenaires habituels, soient la Norvège, les Pays-Bas, l’Algérie, le Nigéria ou encore le Qatar. Malgré tout, cette année, ces pays sont sollicités par le monde entier en raison de l’absence du fournisseur russe.

Dans les mois à venir, la France va se retrouver en concurrence avec l’Asie qui va commencer à faire ses réserves pour l’hiver. Il pourrait donc y avoir moins de gaz disponible et une augmentation des tarifs.

Il n’est donc pas exclu que la France n’atteigne pas son objectif de remplissage. C’est pourquoi le ministère de l’Économie anticipe le pire scénario, et met au point un plan prévoyant que les industries qui consomment le plus d’énergie et qui ne soutiennent pas directement la croissance soient soumises à un délestage. **En période de forte tension, ces industries ne recevront plus une seule goutte de gaz afin que les lieux essentiels soient préservés tels que les écoles, les hôpitaux ou encore les Ehpad.**

Europe 1